

C'est une question dont on peut penser qu'elle est « pour plus tard ». Mais la logique voudrait qu'il y soit répondu dès maintenant. Nombre de ceux qui participent – ou sont prêts à participer – à ce débat, et que je rencontre, me font part de leurs interrogations ou de leur scepticisme sur l'usage qui sera fait des milliers de comptes rendus de réunions qui « remonteront » – ce dernier terme n'étant pas anodin. On me dit qu'un organisme sera prochainement choisi pour effectuer une synthèse sous le contrôle des « référents » qui ont été désignés. Bon courage ! Car ladite synthèse ne sera pas facile à faire, tant les prises de position et les attentes sont diverses et variées.

La crise que nous connaissons a de nombreuses causes. Et il est vrai que plusieurs de ces causes « viennent de loin ». Mais il est vrai – le principal intéressé l'a d'ailleurs reconnu – que certaines formes d'exercice du pouvoir ont exacerbé les choses. Et en particulier la perception selon laquelle il n'y aurait que *le président* et *le peuple*. Et la manière dont Emmanuel Macron s'implique dans le débat quitte, chaque fois qu'il fait une réunion, à tout centrer autour de sa parole, risque de renforcer cette perception.

À l'évidence, pour résoudre la crise, il faut redonner toute leur place aux « corps intermédiaires », quitte à ce que ceux-ci s'emploient aussi à se réformer.

Je partage à cet égard les propos de Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, qui dit dans le dernier numéro de *L'Obs* que la crise « *est le résultat d'une vision prônant un rapport direct entre la politique et le peuple. Et c'est très dangereux. J'insiste : sans les corps intermédiaires, qui sont des citoyens qui s'organisent entre eux, il est difficile de délibérer, de hiérarchiser les revendications, de s'engager pour trouver des solutions. Le risque serait de vouloir repartir dans un rapport direct du président avec le peuple. La démocratie sociale est parfois fatigante (...). Mais elle est plus efficace.* »

C'est pourquoi, je pense que les bonnes issues, les bonnes synthèses, ne pourront venir d'une décision solitaire d'un pouvoir régalien.

Et qu'il sera indispensable de confier les conclusions du « grand débat » :

- à une « conférence sociale » rassemblant tous les partenaires sociaux – comme il y eut, dans le passé, des « Grenelle » dont chacun garde la mémoire ;
- à une « conférence territoriale » associant pleinement les élus et représentants des collectivités territoriales ;
- à une « conférence associative » rassemblant notamment les associations qui luttent contre la précarité et l'exclusion.

Mais, me dira-t-on, les « gilets jaunes » seront-ils exclus des conclusions d'un débat qui n'aurait pas existé sans eux ? Je réponds qu'ils doivent, au contraire, être partie prenante de cette synthèse et de cette conclusion. Mais cela suppose qu'ils s'organisent et désignent des *représentants*. Même si on croit pouvoir la contourner, on n'échappe pas à la démocratie représentative, sans laquelle il n'y a finalement pas de vie politique – ce qui ne veut pas dire qu'elle englobe la totalité de l'action politique.

On me dira encore qu'il y a une solution plus simple et plus rapide : le référendum, ou plutôt les

Comment le « grand débat » sera-t-il conclu ?

Publication : lundi 4 février 2019 10:35

référendums, tant le nombre de questions posées est conséquent. J'ai dit ce que j'en pensais la semaine dernière dans [une interview au Figaro](#). Je pense que le référendum peut, dans certains cas, être utile. Mais croire qu'il permettrait – fût-ce au prix de la proposition de choix très multiples – apporter des réponses à l'écheveau des questions qui sont aujourd'hui posées est un leurre. Et cela pour une raison simple : la réponse aux questions posées n'est presque jamais binaire.

Vouloir échapper aux « corps intermédiaires », à la négociation, à l'élaboration collective de solutions, aux débats parlementaires, serait, à mon sens, en contradiction avec tout ce que l'idée de mener un « grand débat » recèle de positif.

Jean-Pierre Sueur